

# Solidaires International

Le bulletin de la commission internationale  
de l'Union syndicale Solidaires



31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris

(33) 1 58 39 30 20 - [contact@solidaires.org](mailto:contact@solidaires.org) - [solidaires.org](http://solidaires.org)

## Dans le *monde...* une *classe en lutte*

Numéro 111, octobre 2019

### PALESTINE : Le film et la revue

Avec la délégation de Solidaires qui s'est rendue en Palestine en avril dernier, nous avons deux camarades de l'association Canal marches, vidéastes, qui ont filmé ce moment.



Leur film « Contre feux, résistances sociales et syndicales en Palestine » est maintenant disponible. Il a été présenté le 2 octobre à Paris et a rencontré un accueil très positif.

A la fin du mois d'octobre, la revue internationale Palestine sera disponible avec le film, cela peut constituer un bon matériel pour les formations, des débats publics... Ces deux supports traitent de sujets pas toujours connus sur les conditions de travail, les difficultés de l'organisation syndicale et le lien entre la lutte sur le terrain social et la lutte anti coloniale.

De nombreux-ses camarades sont disponibles pour intervenir si vous le souhaitez. Le film est visible là : <https://vimeo.com/345343417>, le bulletin pour commander la revue est disponible avec le sommaire sur le site de Solidaires.

# Dans les camps de RÉFUGIÉS SAHRAOIS

**En février 2019, j'ai pris part à une mission de solidarité avec le peuple sahraoui, organisée par Claude Mangin et l'association AARASD (Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique), pour y représenter Solidaires.**

Nous étions une cinquantaine au départ puis une trentaine, quand les familles qui accueillent des enfants sahraouis en été en France sont reparties.



La mission était composée de quelques familles d'accueil venues visiter leurs protégées, quelques maires français, des représentants de diverses associations soutenant le peuple sahraoui, deux journalistes et quelques sympathisants venus individuellement. A partir d'Oran ou d'Alger, deux heures dans un petit avion et vous atterrissez dans le désert algérien, à Tindouf. Là des guides sahraouis viennent vous chercher à l'aéroport. On attend la voiture-escorte algérienne, avec ses militaires qui vous accompagnent jusqu'à l'entrée officielle des campements de réfugiés. A la barrière qui symbolise l'entrée du terrain attribué aux sahraouis, une voiture-escorte du Front Polisario prend la relève et vous accompagne jusqu'à votre destination.

Durant le séjour, quand nous nous éloignerons des villages du camp ou lors de déplacements nocturnes, ces voitures nous accompagneront aussi, quelques kalachnikovs planquées sous les sièges au cas où... Il n'y a pas d'hôtels dans les campements. Les participants des missions sont logés chez l'habitant, moyennant environ 10€ par jour et par personne, tout compris (hébergement,

nourriture, déplacements et visites). Les sahraouis se plient en quatre pour vous recevoir le mieux possible. Ensuite, les guides viennent vous chercher, durant le séjour, pour vous emmener aux différents endroits.

Dans les campements, la langue parlée est le hassani, mais tout le monde parle l'espagnol et certains le français ou l'anglais. Ces quatre langues sont d'ailleurs enseignées dans les écoles, où les cours sont donnés en espagnol et en arabe. Ce qui frappe le plus en arrivant, c'est la propreté des camps et l'extrême organisation. Il y a plus de 185000 personnes dans les campements de Tindouf. Ce lieu est réparti en 5 villages (willayas) dont certains portent le nom d'une ville du Sahara Occidental occupé. Il y a El Aayun, Awserd, Es-Semara, Dakhla et Rabuni, le centre administratif.

Le camp est entièrement dirigé et organisé par des femmes : la gouverneure, les femmes maires des cinq villages, les responsables de quartier, responsables de la distribution de nourriture, d'eau ou de gaz butane... Pendant la guerre, les hommes étant au front, ils laissèrent l'organisation du camp de réfugiés aux femmes. Après le cessez-le-feu, ils ont considéré qu'elles devaient poursuivre cette tâche.

Le camp dispose de crèches, écoles maternelles et primaires, collèges, un lycée général, un centre de formation professionnelle, une école pour sourds et malvoyants, un centre pour enfants à diversités cognitives, une maison de la femme (cours d'alphabétisation, d'histoire, d'économie, d'informatique, de cuisine et d'initiation à certains métiers ; il y avait des femmes de tous les âges), des dispensaires et un petit hôpital. Pour les problèmes majeurs, les malades sont envoyés en Algérie. De même, les écoliers ne trouvant pas de place dans les écoles du camp vont étudier en Algérie. Ce camp a aussi un centre de

fabrication de pièces d'identité (cartes et passeports), maintenant biométriques, mais seulement reconnues par quelques états.

Le camp dépend entièrement de l'aide humanitaire. Il n'y a pas d'eau ni de terres cultivables, dans ce désert aride. L'électricité, qui n'arrive pas encore dans tous les villages, est emmenée depuis l'Algérie. L'eau est apportée par des camions-citernes et entreposée dans des petits citernes très mal ou pas du tout entretenues, faute de moyens. Les réfugiés ont droit à 10 litres d'eau par jour et par personne pour tous les besoins domestiques (boisson, lavages, cuisine, WC...) ! La nourriture dépend des arrivages de camions humanitaires. Elle peut être aléatoire. Une partie de la population souffre de malnutrition.

## **PRÉCARITÉ, DIGNITÉ ET SOLIDARITÉ**

Le personnel des écoles, des centres de santé, de fabrication des cartes d'identité, etc, est entièrement bénévole, ils ne perçoivent pas de salaire. Quand cela est possible, le Front Polisario donne une prime à tous ces employés, de l'ordre de 10 € par mois environ. Tous ces travailleurs sont des réfugiés sahraouis, aidés par quelques bénévoles étrangers.

Certains enfants des camps sont pris en charge par des familles espagnoles durant l'été (redoutable dans ce coin de désert) et quelquefois ils gardent l'enfant pendant la période scolaire pour qu'il puisse étudier en Espagne. Quelques familles françaises ont emboîté le pas et prennent aussi des enfants l'été. Les adultes qui le peuvent, cherchent du travail en Espagne, en Algérie ou en France, et peuvent ainsi aider leurs familles restées à Tindouf. Quelques privilégiés trouvent un petit boulot dans une des rares épiceries du camp et améliorent l'ordinaire, ici très frugal et irrégulier.

Nous avons été reçus par la Gouverneure, entourée de toutes ses femmes maires. Seuls les traducteurs (espagnol-français ou arabe-français) étaient des hommes. Ensuite ce fut le Président de la République Sahraouie en exil, l'Union des Jeunes du Polisario, le Ministre de l'Enseignement, l'Union Générale des Travailleurs du Polisario, le Conseil de Sécurité des Nations Unies (MINURSO), des familles de prisonniers politiques au Maroc

ainsi que d'anciens détenus qui nous ont raconté leurs terribles parcours. Il est ressorti, des discussions passionnées avec tous ces sahraouis, que le peuple sahraoui, les jeunes en tête, n'en peuvent plus d'attendre la libération de leur pays. Ils attendent depuis 43 ans. Les jeunes veulent rompre le pacte de non-violence signé lors du cessez-le-feu, ils ne croient plus à un dénouement en leur faveur venant de l'extérieur.

Les plus âgés demandent donc, supplient, les internationaux venus leur rendre visite, d'essayer d'influer dans leurs pays et demander une résolution du conflit le plus rapidement possible. Ils pensent qu'ils ne pourront pas contenir éternellement la détermination des jeunes de reprendre les armes.

La deuxième demande des sahraouis, c'est une aide au niveau de l'enseignement du français. Leurs professeurs, ayant peu de bagages, auraient besoin de conseils et de livres. Ils accepteraient volontiers des stages où des enseignants ou des personnes se sentant capables de les aider, pourraient venir passer quelques jours chez eux et leur enseigner un peu de pédagogie, de didactique, de l'enseignement de la langue française et si possible des livres de pédagogie ou des livres du maître accompagnant des manuels scolaires pour débutants.

Un don de livres en français est aussi bienvenu, pour la bibliothèque de français récemment installée, ainsi que des livres pour enfants en français pour les cours et quelques dictionnaires. Le dernier jour nous avons eu droit à un remerciement chaleureux de la part des sahraouis pour notre présence dans leur camp, pour notre intérêt pour leur cause. Ils désirent garder le contact et nous ont encouragé à revenir avec d'autres personnes désirent découvrir leur réalité.

Je propose, non seulement de garder des contacts avec certaines personnes rencontrées là-bas, mais aussi de prévoir un voyage dans ce camp, au nom de Solidaires. Un voyage de soutien, tout simple, en apportant notre présence et notre humble aide matérielle, qui pour eux représente beaucoup. Cette population, avec qui nous avons partagé le quotidien durant plusieurs jours, nous a donné une leçon de courage et de dignité, une leçon de vie.

# ALGÉRIE :

## Durcissement de la répression du Hirak



**Chaque vendredi, depuis des mois, les algérien-nes sont massivement dans les rues pour réclamer la fin d'un système de corruption chapeauté par le népotisme militaire des généraux.**

Rappelons que l'Algérie est gouvernée en réalité par les généraux à l'origine du putsch de 1991. Cette prise du pouvoir par l'armée faisait suite à la mobilisation populaire commencée en 1988, dont l'exigence était déjà la démocratie pour le pays et à la brève ouverture démocratique qui s'en était suivie (modification de la constitution, pluralisme politique, après des décennies de règne sans partage du FLN et pluralisme syndical). Les élections qui s'en étaient suivies avaient été remportées par le Front Islamique du Salut. La réponse de l'armée avait été la prise de pouvoir. Depuis, les généraux de l'ex DRS (Direction du Renseignement et de la Sécurité) règnent sans partage et pillent le pays et achètent, ou tentent de réduire au silence, au moyen d'une justice aux ordres, les opposant-es. Bouteflika a été leur utile homme de paille pendant des décennies. Les syndicats autonomes, le Snapap (Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique) premier créé, puis la CGATA (Confédération Générale Autonome des Travailleurs et Travailleuses en Algérie) luttent sans relâche pour les droits et les

libertés dans le pays, et en ont souvent payé le prix (harcèlement par les services, écoutes, manœuvres de diffamations, procès, prison avec sursis, et même tentative d'assassinat)...

### **BOUTEFLIKA FOREVER ?**

En février 2019, l'annonce d'un cinquième mandat du président malade (et de plus en plus invisible), Bouteflika, avait mis le feu aux poudres et suscité une indignation générale. Depuis, le président par intérim, Bensallah et le chef d'état-major de l'ANP, Gaid Sallah, se sont efforcés de sauver les meubles du régime corrompu en tentant d'organiser une première élection présidentielle le 4 juillet dernier. La population algérienne n'a pas été dupe et a dénoncé une manœuvre dilatoire dont le seul but était de remplacer un pantin des généraux et de leur système par un autre. Face aux millions de manifestant-es, le pouvoir a reculé et a repoussé une première fois les élections. Les manifestations ont continué durant l'été, pendant le Ramadan et sous de très fortes chaleurs. Les étudiant-es

aussi, tous les mardis, demandent le départ de tous les tenants du système.

Le pouvoir a annoncé la tenue des élections présidentielles le 12 décembre, contre la volonté des manifestant-es, à marche forcée donc. Depuis le début du mois surtout, les arrestations de manifestant-es se sont multipliées : près d'une centaine à ce jour.

Certain-es ont été mis-es en prison pour port de drapeau ou de pancartes pendant les manifestations... Les journalistes indépendants aussi sont inquiétés et certain-es ont été arrêté-es et interrogé-es par la police. D'autres ont disparu. Bien que les manifestations restent absolument dignes et pacifiques partout dans le pays, la police use aussi sans retenue des gaz lacrymogènes dans les manifestations, à présent.

La tension monte, et l'armée a décidé de bloquer l'accès à la capitale aux manifestant-es le vendredi 20/09. Ce qui n'a pas découragé les manifestant-es qui sont venu-

es massivement manifester une fois de plus. Mais les arrestations aux motifs fantaisistes se multiplient, près de 150 à cette heure selon les estimations d'associations comme la Ligue Algérienne de Défense des Droits Humains et les Comités Anti-répression qui se constituent en ce moment dans différentes villes. Cela sent donc l'escalade et la volonté de reprendre en main le pays par l'armée. Des juges ont rendu des verdicts de prison ferme, d'autres ont « disparu », au secret pendant des jours, comme le faisait déjà le DRS dans les années 90, certain-es journalistes ont également été enlevé-es par la police... On nage en plein durcissement de la répression.

La solidarité internationale est plus que jamais nécessaire. Les syndicats autonomes proposent à présent d'amplifier la mobilisation au moyen d'une grève générale.

## UNIVERSITE FRANCOPHONE

**Une vingtaine de militantes et militants de l'Union syndicale Solidaires participaient aux trois journées de réflexions et débats, bénéficiant de la présence de plusieurs délégations syndicales étrangères (IP de Pologne, SYTRAIL du Mali, SIEU des États-Unis, UNIA de Suisse, FGTB de Belgique...) et de représentant.es de collectifs (La Lucha du Congo, Y'en a marre du Sénégal, l'Altersummit, la fédération transnationale des coursiers, etc.).**

Parmi les thèmes abordés : Renforcer les revendications féministes dans le mouvement syndical / Quelles réponses face à la montée de l'extrême droite qui divise les travailleurs et travailleuses ? / Syndicalisme et organisations environnementales : urgence d'articuler transition énergétique et justice sociale / Organiser les indépendant.es, travailleurs et travailleuses du secteur informel / Quelles alliances entre collectifs autonomes et syndicats ? Étude de cas de la Fédération Transnationale des Coursiers / Récit de campagne contre les géants : les cas d'Amazon et Mcdo / Quels outils syndicaux internationaux ? (CSI, FSM, le Réseau syndical international de solidarité et de lutte, l'Altersummit, les forums sociaux mondiaux) / Histoire des mouvements citoyens spontanés

Le mouvement des Gilets Jaunes / Liens entre syndicats et mobilisations dans les quartiers populaires à Los Angeles - Le mouvement La Lucha au Congo et le mouvement « Y'en a marre » au Sénégal - Mobilisations citoyennes en Russie. Travailler ensemble, CGT et Solidaires, sur ce genre de sujets, a un intérêt évident. C'est l'occasion de constater que, s'il y a bien entendu des différences, bien des réflexions et bilan sont partagés. Avec les contacts internationaux, c'est sans aucun doute ce point qu'il nous faut continuer à travailler en priorité à partir de cette initiative. Notre présence à la rencontre a fait débat parmi les militant-e-s de solidaires et qu'un compte-rendu est en cours. Il sera publié dans le prochain numéro du bulletin.

# CATALOGNE :

## Le droit de décider n'est pas un délit, c'est un droit !

**Depuis le 15 octobre 2019, la justice espagnole a condamné à de lourdes peines de prison les responsables politiques et sociaux luttant pour le droit à autodétermination du peuple catalan. L'Union syndicale Solidaires soutient le Collectif de signataires de la pétition «liberté pour les prisonniers politiques catalans», qui a rédigé cet article :**

Dans quelques jours des sentences de lourdes peines de prison risquent de s'abattre sur les responsables politiques et sociaux catalans, déjà abusivement en prison « préventive » depuis 2 ans, pour avoir accompli le mandat pour lequel ils avaient été élus : permettre le vote démocratique du peuple catalan dans le référendum du 1er Octobre 2017.



Pendant 4 mois le procès organisé par le Tribunal Suprême s'est déroulé à Madrid. Le Tribunal Suprême avait besoin de prouver l'existence de violences pour pouvoir maintenir l'accusation de « rébellion » contre les dirigeants catalans. Il en a été incapable. La seule preuve apportée par les témoins des forces de sécurité n'était que le « visage de haine » d'une population qui allait être matraquée. Le Président du tribunal a essayé de donner une image d'équilibre dans sa façon de mener le procès. En fait la partialité a été constante niant les preuves de la défense, une défense interrompue sans cesse et bien d'autres irrégularités dénoncées par les observateurs internationaux et dont nous

avons rendu compte régulièrement dans notre Blog.

Les faits mis en cause ? Une massive manifestation improvisée face au Ministère de l'Économie catalan, occupé par la « Guardia civil » le 20 septembre 2017, la convocation et la réalisation d'un référendum considéré comme illégal par le Tribunal Constitutionnel pour que les électeurs catalans puissent décider s'ils voulaient ou non une République indépendante ou continuer avec le statut d'autonomie actuel.

Après que en 2010, le même Tribunal Constitutionnel a mutilé le statut d'autonomie catalan approuvé par le Parlement espagnol et par le vote des électeurs catalans, les massives mobilisations du peuple catalan depuis 2012, en réaction à cette iniquité, ont toujours été pacifiques y compris face aux annulations par le même Tribunal Constitutionnel, de plusieurs lois sociales votées par le parlement catalan. L'unique violence c'est celle qui a été exercée par les corps de sécurité de l'État espagnol contre la population sans défense qui allait voter le 1er octobre et s'auto-organiser pour le faire .

En fait il s'agit d'un cas de désobéissance à un pouvoir judiciaire mais d'obéissance au mandat démocratique et parlementaire. En aucun cas on ne peut parler de « sédition » ou de « rébellion ». « Si la désobéissance civile pacifique est ainsi criminalisée, tous les mouvements sociaux en Europe doivent craindre pour leur avenir » a déclaré au cours du procès l'Association des avocats européens dont des représentants étaient observateurs au procès. Alors que de façon répétée les sondages ont révélé que 80% de Catalans souhaitent pouvoir exercer leur droit à voter

dans un référendum pour ou contre l'indépendance, comme cela a pu avoir lieu ailleurs, en Écosse, ou par deux fois au Québec, l'État espagnol se refuse obstinément à répondre à cette aspiration démocratique et préfère judiciaireiser le problème politique, « au nom de la Loi », comme si une loi basée sur un déni démocratique pouvait s'élever au-dessus de libertés fondamentales et de la volonté populaire de l'exercer ! Diverses cours de justice en Europe n'ont pas vu dans les accusations de « rébellion » et de « sédition » un motif pour extradier les responsables catalans sortis d'Espagne pour échapper à la justice répressive espagnole.

## **PRISONNIERS POLITIQUES**

Le Groupe de travail de l'ONU sur les détentions arbitraires, membre du Conseil des Droits de l'Homme, saisi par 3 des accusés, vient de déclarer avoir « la conviction que les accusations pénales à leur encontre ont pour objet de les contraindre en raison de leur opinions politiques » et demande « leur libération immédiate ». 52 députés de l'Assemblée Nationale en France, après les 41 sénateurs, viennent de signer une pétition en défense des prisonniers politiques catalans et disent : « (...) En raison de leurs choix politiques, pour avoir voulu organiser un vote, des élus sont emprisonnés ou exilés, et risquent d'être condamnés à de lourdes peines de prison. Le débat démocratique ne saurait être tranché par la répression, par des atteintes aux droits des personnes, par une forme de délit d'opinion (...). »

Pourtant, le régime paraît vouloir un châtement exemplaire. A travers la condamnation des 12 responsables, ce sont les millions de catalans qui se sont auto-organisés et ont voté qui sont visés et menacés. Ce sont eux qu'on l'on cherche à humilier, c'est contre eux que la menace répressive se dresse. Les récentes arrestations de 7 personnes accusées de terrorisme, accusation dont le rouleau médiatique s'est emparé, ont toute l'apparence d'une manœuvre pour

criminaliser le mouvement catalan, justifier les sentences très lourdes et désamorcer toute réaction à leur annonce.

La seule issue juste ne peut être que l'abandon de toutes poursuites et la Libération immédiate des prisonniers, ce qui permettra de renvoyer au terrain de la politique la résolution d'un conflit de nature exclusivement politique. En acceptant la judiciaireisation de ce problème la justice espagnole ne fait que démontrer son instrumentalisation politique. Aucune avancée, rien de positif ne pourra arriver sans la libération des prisonniers politiques catalans. La lutte pour cette exigence doit contribuer à faire reculer les dérives autoritaires et antidémocratiques qui ont cours aujourd'hui non seulement en Espagne mais aussi dans nombre de pays d'Europe y compris dans le nôtre.

A nouveau le 1er octobre 2019 à Barcelone, lors de la « Diada », des centaines de milliers de citoyens catalans ont manifesté pour dire qu'ils n'acceptent pas : « Ni oubli ni pardon », « Nous recommencerons à le faire » « le droit d'autodétermination n'est pas un délit c'est un droit ». Aujourd'hui de nombreuses actions se préparent dans toute la Catalogne le jour où tomberont les lourdes sentences. Ce procès n'est pas une affaire espagnole mais une affaire européenne qui peut avoir de graves conséquences sur l'état de droit si nous laissons ainsi criminaliser à nos portes l'aspiration et la lutte pour les libertés démocratiques. Défendre les prisonniers politiques catalans c'est défendre la démocratie et les libertés démocratiques en Europe ! Dans plusieurs villes de France des Collectifs de solidarité avec la Catalogne commencent à se coordonner pour construire une réponse nette et ferme dès l'annonce des condamnations en liaison avec nos amis catalans comme l'ANC France, les CDR et autres nombreuses associations. Nous appelons tous les signataires de la pétition à se tenir prêts et à suivre attentivement les informations que le Collectif de signataires pour la Libération des prisonniers politiques catalans publiera sur son blog.

# BRÉSIL :

## Les indigènes en lutte



**L'Union syndicale Solidaires est partie prenante du collectif d'organisations qui soutient la tournée en France d'une délégation de l'Articulação dos povos indígenas do Brasil (APIB) – Coordination des peuples indigènes du Brésil. Ils et elles lancent une campagne en Europe dans l'idée d'organiser un boycott des produits anti-indigènes.**

En 2015, le mouvement indigène brésilien, à travers l'Articulação dos povos indígenas do Brasil (APIB) et les organisations de base, a initié un processus à l'échelle internationale, pour dénoncer l'impact négatif des activités de l'agro-business dans les terres indigènes. Ayant pour but de dénoncer les dégâts effectués par des investisseurs des pays du nord, ils et elles ont lancé un appel mondial afin d'amener les consommateurs et consommatrices à boycotter les produits des multinationales qui proviennent des terres indigènes et/ou des aires de conflit avec les communautés indigènes. L'APIB souhaite intensifier les demandes de boycott des entreprises qui produisent et achètent des produits dans les aires de conflits indigènes ou qui envahissent et détruisent ces territoires tels que les fermes d'élevage, l'industrie du bois, le secteur minier, les monocultures en général. Une cartographie de ces entreprises au Brésil est en cours. Le

document sera réalisé en partenariat avec l'organisation De Olho nos ruralistas (collectif de lutte contre les grands propriétaires terriens).

Les peuples indigènes au Brésil sont menacés. Ils subissent les attaques de leurs droits du fait de la déconstruction des politiques indigénistes garanties par la Constitution de 1988 et du démantèlement des organes indigénistes de l'État. Ils subissent violence et racisme à cause des politiques d'incitation à la haine et aux préjugés contre les peuples indigènes du Brésil et de l'augmentation de la violence dans les champs, des invasions et des attaques des territoires indigènes et des peuples qui y vivent. Ils subissent l'attaque des politiques de l'environnement et des tentatives de flexibilisation des lois sur l'environnement. L'Amazonie est en danger à cause de l'intention manifeste d'occuper ce territoire pour des intérêts économiques au détriment des droits de la nature.

# **Cheminot-e-s du monde : UNISSONS NOUS !**

**Réunies aux Karellis (France) dans le cadre du 8<sup>ème</sup> congrès de la fédération des syndicats SUD-Rail, les organisations présentes, CGSP-Cheminots (Belgique), SFF/CGT (Etat espagnol), ORSA Ferrovie (Italie), CUB Trasporti (Italie), SYNAPTB (Sénégal), SUTRAIL (Sénégal) et SUD-Rail déclarent :**

Nous réaffirmons que la privatisation des entreprises ferroviaires est une solution aux conséquences dramatiques, tant pour les usagers et la collectivité en général que pour les cheminotes et cheminots. Nous défendons le service public ferroviaire. Mais un service public rénové, disposant de tous les moyens, humains, matériels, financiers nécessaires à un fonctionnement utile à l'ensemble de la population. Le ferroviaire est le mode de transport le plus judicieux, socialement et écologiquement. Pour autant, syndicalistes interprofessionnels attaché.es à construire une rupture avec le système capitaliste et à aller vers une société écologiquement responsable, nous ne pouvons passer sous silence l'importance des débats sur les inutiles transports de marchandises d'un bout de la planète à l'autre que le recours aux ressources locales pourraient éviter, sur la construction de grandes métropoles et l'appauvrissement et la désertification des autres territoires, sur l'accès au transport pour toutes et toutes et donc sa gratuité, la priorité trop souvent donnée aux lignes à grande vitesse au détriment des transports de la vie quotidienne...

Depuis longtemps, le patronat multiplie les statuts pour nous diviser. Un des axes principaux de nos luttes est d'obtenir les droits égaux pour tous les travailleurs et les travailleuses du secteur ferroviaire. La défense des conquêtes sociales propres aux entreprises dites historiques entre dans ce cadre ; il importe aussi d'en revendiquer la généralisation à l'ensemble du secteur.

En soi, cette orientation nous est commune, d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre. Un autre engagement commun est celui de la solidarité : par le soutien aux luttes des uns, des unes et des autres ; par le soutien contre la répression envers celles et ceux qui luttent.



Lutter ensemble est aussi une question essentielle. Mais nous savons qu'il ne s'agit pas de le proclamer pour que ça se fasse. Sur le plan international, si nous ne voulons pas en rester à des slogans jamais concrétisés, cela nous impose de multiplier les échanges entre les équipes militantes des organisations de nos différents pays. C'est indispensable pour mieux nous connaître, pour mieux connaître les conditions de travail ici ou là, pour mieux connaître la réalité du terrain sur lequel nous voulons intervenir. Ainsi, et ainsi seulement, la question d'une grève internationale des cheminotes et cheminots, utile et nécessaire, deviendra d'actualité.

Avec d'autres bien entendu, et sans exclusive, nos organisations s'engagent à poursuivre et amplifier ce travail. La 4<sup>ème</sup> rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes qui, après Saint-Denis en 2013, Sao Paulo en 2015, Madrid en 2018, se tiendra à Dijon (France) du 4 au 7 juin 2020 sera l'occasion, notamment dans le cadre du Réseau Rail Sans Frontière, de faire le point sur l'avancée de nos travaux communs et de prendre de nouvelles décisions, pour rendre effective la solidarité internationale !

# CHIAPAS:

## Deuxième rencontre internationale des Femmes en lutte



**Aux femmes qui luttent dans le monde entier : Sœur, compañera, femme qui lutte. Nous te saluons, en tant que femmes, en tant qu'autochtones et zapatistes.**

Tu te souviens sûrement que lors de la Première Rencontre, nous avons convenu que nous devons rester en vie. Mais bien sûr, nous voyons que le massacre et la disparition des femmes continuent. De tous les âges et de toutes les conditions sociales. Ils nous tuent et nous font disparaître parce que nous sommes des femmes. Et en plus, ils disent que c'est de notre faute, que c'est parce qu'on s'habille comme on s'habille, parce qu'on va là où on va, à telle heure et à tel endroit.

Et alors, dans les mauvais gouvernements, il ne manque pas de gens, homme ou femme, pour nous sortir des stupidités, pour nous dire que nous ne devons pas sortir. Si on suit ce raisonnement, les femmes doivent toujours rester enfermées dans leurs maisons, elles ne doivent pas sortir, ne doivent pas étudier, ne

doivent pas travailler, ne doivent pas s'amuser, ne doivent pas être libres. Nous le voyons clairement, le système capitaliste et patriarcal est comme un juge qui dit que nous sommes coupables d'être nées femmes et par conséquent notre punition pour ce crime est la violence, la mort ou la disparition. Il est très difficile, sœur et compañera, de mettre des mots sur cette cruauté qui est si grande qu'on ne peut la nommer. Maintenant on dit "féminicide", mais peu importe le mot, rien ne change. Les morts et les disparitions continuent. Ensuite nos familles, nos amis, nos connaissances, doivent encore lutter pour que l'on ne nous tue pas et qu'on ne disparaisse pas à nouveau, vu que les coupables ne sont pas punis ou qu'on dit qu'on n'a pas eu de chance ou, pire encore, qu'on l'a bien cherché. Désolée, sœur et compañera, mais

ceci est une grande aberration. Nous devons déjà lutter contre la discrimination à la maison, dans la rue, à l'école, au travail, dans les transports, avec des connus et avec des inconnus, et en plus, ils disent que nous voulons mourir. Non, nous ne mourons pas, mais on nous viole, on nous assassine, on nous démembrer, on nous fait disparaître. Ceux qui disent cela sont des machistes ou des femmes qui pensent comme les machistes.

C'est pourquoi, sœur et compaÑera, vu qu'à la Première Rencontre nous avons promis de rester en vie, nous devons dire ce que nous avons fait ou pas fait pour respecter cet accord.

### **«CELA NE PEUT PAS CONTINUER !»**

C'est pour cela que nous t'invitons à cette Deuxième Rencontre Internationale des Femmes en Lutte avec un seul thème : la violence faite aux femmes. Et ce thème aura deux parties : une de dénonciation et une autre pour dire ce que nous allons faire pour arrêter le massacre qu'ils commettent contre nous. C'est ce à quoi nous t'invitons, sœur et compaÑera, à se réunir pour exprimer toute notre rage et pour dire clairement ce qu'ils sont en train de faire partout. Parce que ce que nous voyons, c'est qu'ils lacèrent notre douleur : une femme violée par ici, une autre frappée par là, une disparue là-bas, une assassinée plus près de nous. Ils font cela pour qu'on pense que c'est le problème d'une autre femme ailleurs, que cela ne va pas nous toucher, que ce n'est pas si grave, que les mauvais gouvernements vont résoudre le problème.

Mais nous voyons bien que ce n'est pas ainsi, que cela va nous toucher nous aussi, ou une proche, que c'est grave, très grave, et que les mauvais gouvernements ne vont rien faire, ils vont juste faire des déclarations et dire qu'ils persécuteront les coupables, mais pas les meurtriers, les violeurs, les ravisseurs, mais au contraire les femmes qui pleines de rage ont cassé des vitrines ou peint une façade. Ainsi va le système capitaliste patriarcal, sœur et compaÑera. Ainsi vont les choses, une vitre ou un mur égratigné valent plus que la vie d'une femme.

Et cela ne peut vraiment pas continuer. Écoute, on peut te raconter qu'il y a quelques

années, avant notre soulèvement et le début de la guerre contre l'oubli, ici dans les fermes, un poulet valait plus que la vie d'une indigène. Difficile à croire ? Eh bien oui, c'est ce que disaient les grands propriétaires. Maintenant c'est encore pire pour les femmes, car ils pleurnichent et se scandalisent pour une vitre et un graffiti qui dit la vérité. Et la vérité n'est pas seulement qu'ils nous violent, nous tuent et nous font disparaître. C'est vrai, mais c'est vrai aussi que nous n'allons pas faire comme s'il ne se passait rien, bien gentilles et obéissantes. Ils nous attaquent tellement qu'il semble même que ce soit une entreprise du système. S'il y a plus de femmes assassinées ou disparues ou violées ou violentées, il y a plus de bénéfices. C'est peut-être pour ça que cette guerre contre les femmes ne s'arrête pas. Parce qu'on ne peut plus croire que, chaque jour, des femmes disparaissent ou sont assassinées partout, et que le système continue tranquille, content, juste inquiet pour son compte en banque.

On peut enfin penser que, si nous sommes toujours en vie, si nous ne sommes pas violentées, l'entreprise va faire faillite. Il faudrait aussi analyser si, alors que le nombre de femmes violentées dans le monde augmente, les bénéfices des grands capitalistes n'augmentent pas aussi. Tant de femmes battues, tant de disparues, tant d'assassinées, correspondraient à tant de millions de dollars ou d'euros ou de n'importe quelle autre monnaie. Parce que nous savons bien que le système ne prend en compte que ce qui affecte les bénéfices. Et nous savons bien aussi que le système tire profit des destructions et des guerres. Nous pensons alors que les violences que nous subissons, nos morts, sont donc un profit pour le capitaliste. Et nos vies, nos libertés, notre tranquillité, sont des pertes d'argent pour le système.

Nous voulons donc que tu viennes et que tu expliques clairement ce que tu dénonces. Pas pour le faire entendre à un juge, un policier ou un journaliste mais pour qu'une autre femme l'entende, plusieurs femmes, beaucoup de femmes qui luttent. Et qu'ainsi, compaÑera et sœur, ta douleur ne soit pas seule et qu'elle s'unisse aux autres douleurs. Et de tant de douleurs réunies, il ne sortira pas une grande douleur mais aussi une rage qui est comme une graine. Et si cette graine se transforme en organisation, alors la douleur et la rage deviennent résistance et

rébellion, comme on dit ici, et on arrête d'attendre que le malheur nous atteigne ou pas, et on commence à faire quelque chose, d'abord pour arrêter cette violence contre nous, ensuite pour conquérir notre liberté en tant que femmes. Parce que c'est notre expérience dans notre histoire en tant que femmes, que paysannes, qu'indigènes et zapatistes.

Personne ne va obtenir la paix, la liberté, la justice à notre place. Nous devons lutter, sœur et compañera, lutter et les arracher au Grand Patron.

C'est pourquoi l'invitation au thème de la Violence faite aux Femmes n'est pas seulement pour dénoncer, mais aussi pour dire ce qui est fait ou ce qui a été fait ou ce qui peut être fait pour arrêter ces crimes.

Donc, l'invitation à cette rencontre concerne un seul sujet : la Violence faite aux Femmes. Et avec deux parties : dénonciation et propositions pour mettre fin à cette guerre. Nous n'allons pas sortir un accord sur une seule forme de lutte, car chacune a ses habitudes, ses géographies et ses temps. Mais en écoutant les différentes formes, cela nous donnera des idées pour savoir comment faire, nous verrons ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Le système veut seulement que nous criions de douleur, de désespoir, d'angoisse, d'impuissance. Maintenant il s'agit de crier ensemble, mais de rage, de courage, d'indignation. Mais pas chacune de son côté, brisée comme quand ils nous violent et nous tuent et nous font disparaître, mais ensemble, bien que chacune en son temps, en son lieu et à sa manière.



Nous savons, parce que nous l'avons écouté et regardé à travers ta participation à la Première Rencontre, qu'il existe de nombreuses formes ou façons de combattre en tant que femmes. Nous savons que certaines disent que leur manière est meilleure, que la forme ou la manière d'autres ne va pas, et beaucoup d'autres choses. C'est bien de discuter même si aucun accord n'est trouvé.

Mais le problème que nous, zapatistes, voyons, c'est que pour pouvoir discuter et se battre pour savoir qui est plus féministe, nous devons d'abord être en vie. Et ils sont en train de nous tuer et nous faire disparaître.

### «CRIER DE RAGE»

Et maintenant, compañera et sœur, que penses-tu d'apprendre avec nous non seulement à crier de rage, mais aussi à trouver le moyen, le lieu et le temps, pour crier un monde nouveau ?

Tu vois, sœur et compañera, les choses sont telles que pour être en vie nous devons créer un autre monde. Le système est arrivé au point où nous ne pouvons vivre que si nous le tuons définitivement. Nous ne pouvons pas l'arranger un peu, lui demander de faire bonne figure, lui demander d'être gentil, de ne pas être si méchant, de ne pas exagérer. Non.

Nous devons le détruire, le tuer, le faire disparaître, qu'il ne reste rien, même pas des cendres. C'est ainsi que nous voyons les choses, compañera et sœur, c'est le système ou nous. C'est ainsi que l'a voulu le système, pas nous en tant que femmes.

Les dates proposées sont : arrivée le 26 décembre 2019, les 27, 28 et 29 pour nous rencontrer, nous parler, nous écouter et clôture le 29. Le lieu est le « Semillero » (la Pépinière) que nous appellerons désormais "Huellas del Caminar de la Comandanta Ramona" (Traces des Pas de la Commandante Ramona) du Caracol « Torbellino de Nuestras Palabras » (Tourbillon de Nos Paroles), dans la zone des Tzots Choj (dans la communauté de Morelia, MAREZ 17 de Noviembre), au même endroit que la Première Rencontre.

# HONG KONG :

## Mobilisations intenses et répression

**La cheffe du gouvernement hongkongais a promis, le 4 septembre, que le projet de loi massivement refusé par la population serait retiré à la mi-octobre. Un mois plus tard, elle donne un coup de barre en sens inverse en invoquant une loi d'urgence datant de l'époque coloniale l'autorisant à s'arroger tous les pouvoirs. Simultanément, une forme d'état d'urgence est instaurée dans les faits.**

Les prémisses de ces quatre mois de mobilisations remontent au 28 avril, avec une manifestation regroupant plusieurs dizaines de milliers de personnes. Celle-ci a lieu à l'appel du Front civique des droits humains (CHRF), une coalition d'organisations luttant depuis 2002 pour les droits humains et civiques dont fait notamment partie la centrale syndicale HKCTU. Son objectif est le retrait d'un projet de loi permettant de faire juger toute personne présente à Hong Kong par un tribunal du continent chinois aux ordres du pouvoir de Pékin.

Face au refus du pouvoir, un million de personnes descendent le 9 juin dans les rues. Le 16 juin, ils/elles sont deux millions, soit l'équivalent en France de 18 millions de manifestant.e.s. Progressivement, des étudiant.es et des jeunes salarié.es jouent un rôle moteur. Ils bloquent des bâtiments officiels, des trains et des métros, et saccagent le 1er juillet le Conseil législatif. Certain.es veulent en découdre avec la police, et s'organisent de façon innovante. Ils /elles sont massivement soutenu.es par la population qui les soutient moralement et matériellement. Une complémentarité s'instaure entre mobilisations de masse et actions offensives.

### INTENSIFICATION DE LA RÉPRESSION

- Dès le 12 juin, le pouvoir utilise des gaz lacrymogènes contre les manifestant.es.

- Le 21 juillet, sous l'œil bienveillant de la police, des hommes de main des triades (la mafia locale) agressent sauvagement des passagers du métro, dont certain.es reviennent d'une manifestation en ville. Suite à cela, le mouvement s'élargit et se radicalise encore davantage.



- A partir du 27 juillet, le pouvoir refuse d'autoriser un nombre croissant de manifestations. Celles-ci continuent néanmoins, et des heurts de plus en plus violents ont lieu.

- Entre début juin et le 4 octobre, 2 119 manifestant.es ont été arrêté.es. Parmi eux/elles, 406 font l'objet de poursuites judiciaires : 62 pour rassemblement illégal et environ 200 pour émeute (ce qui peut entraîner des peines de prison pouvant aller jusqu'à 10 ans de prison).

Fin juillet, des mobilisations se développent notamment dans les banques et une partie de la Fonction publique. Le 5 août, 300 000 à

400 000 salarié.es participent à la grève générale, notamment dans les transports aériens. Simultanément, des jeunes bloquent une grande partie des réseaux ferrés, et Hong Kong est en partie bloqué. Dans les semaines qui suivent, de manifestations ont lieu plusieurs fois par semaine, celle du 17 août regroupe 1,7 million de personnes.

Mais cet élan connaît un coup d'arrêt suite à la répression frappant le transport aérien : au moins 36 salarié.es sont licencié.es entre juin et fin septembre, dont la présidente d'un syndicat du groupe Cathay. Dans de telles conditions, l'appel à une nouvelle grève générale les 2 et 3 septembre a été faiblement suivi.



L'immense majorité de la population estime que ce qui a été promis par le gouvernement "c'est trop peu et trop tard". Et les manifestations, presque toujours interdites, continuent. En effet, depuis juillet, quatre revendications se sont ajoutées à la revendication initiale de retrait du projet de loi :

- 1) L'abandon de la caractérisation "d'émeute" pour qualifier les actes attribués à certaines personnes arrêtées. Celle-ci peut se traduire par des peines pouvant aller jusqu'à dix ans de prison ;
- 2) L'absence de poursuite judiciaire et la libération de toutes les personnes arrêté.es ;
- 3) Une enquête indépendante sur les violences policières et les abus de pouvoir.
- 4) La mise en œuvre du suffrage universel intégral promis en 1984.

Et les manifestations continuent, même si les manifestations sont désormais presque toujours interdites. Pour fonder juridiquement sa décision d'interdire, le 4 octobre, le port de masques dans les manifestations et rassemblements, la cheffe de l'Exécutif s'appuie sur une loi d'urgence de 1922 autorisant le gouverneur britannique de l'époque à prendre « n'importe quelle mesure ». Cette loi n'avait plus été utilisée depuis 52 ans !

Pour les syndicats étudiants, avoir recours à cette loi coloniale permet au gouvernement "d'exercer un pouvoir illimité pour légiférer de manière arbitraire". Il peut "promulguer à sa guise toutes les lois restreignant les libertés, y compris le couvre-feu, la limitation de la liberté d'expression, voire des peines d'emprisonnement à vie". La voie est pour eux ouverte à "une réglementation totalitaire, et à une destruction de l'État de droit". Ils estiment que remettre en vigueur cette loi coloniale donnera la possibilité à la police aura désormais la possibilité "d'utiliser la violence comme bon lui semble et arrêter des innocents sans aucune formalité juridique".

## SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

En riposte à ce coup de force, les violences lors des manifestations montent encore d'un cran. Une journaliste perd un œil. Deux jeunes manifestants sont très gravement blessés par des tirs à balles réelles. Entre le 4 et le 8 septembre, 144 arrestations supplémentaires ont lieu, dont 77 pour avoir porté un masque. La solidarité est d'autant plus nécessaire face à la violence de la répression, les violences sexuelles sur des personnes arrêtées, et les pleins pouvoirs que s'est octroyé la cheffe de l'exécutif. Et cela d'autant plus en France où une filiale de Mercedes fabrique les canons à eau projetant un liquide indélébile sur les manifestant.es. Le 28 septembre, notamment, l'Union syndicale Solidaires a participé au rassemblement organisé à Paris par des Hongkongais.es résidant en France, et soutenu notamment par Attac, le Cedetim et la FSU. Une représentante d'Amnesty y a pris également la parole.

# **EQUATEUR :**

## **Un peuple en lutte contre Lenin**

**Les organisations membres du Réseau Syndical International de Solidarité et de luttes, dont est membre Solidaires, soutient l'appel suivant :**

Nous, soussigné-es, universitaires, intellectuel-les, militant-es, artistes, citoyennes et citoyens, condamnons fermement la répression du gouvernement dont souffre actuellement la population équatorienne, qui a exercé son droit légitime à la résistance dans différentes villes du pays contre la mise en œuvre des mesures économiques prescrites par le Fonds Monétaire International.



Comme le montre l'histoire récente, non seulement en Équateur mais dans plusieurs pays d'Amérique latine, la mise en œuvre de mesures d'austérité n'a pas seulement défavorisé les secteurs les plus vulnérables, elle a aussi contribué à l'aggravation de leur situation. En découle un approfondissement des écarts sociaux, des inégalités, la pauvreté et la violence. Face à cela, les peuples du continent ont pu résister par la lutte sociale et il y a des leçons historiques claires qui doivent être assumées par les gouvernements, sous peine de voir leur légitimité démocratique altérée. Par rapport à cela, nous disons ce qui suit : Nous rappelons au gouvernement équatorien que le droit à la résistance est un principe garanti par l'article 98 de la Constitution, qui établit le type de démocratie plurielle et participative requis dans un État multinational et interculturel. Ainsi, l'article est clair en notant que ce droit est exercé

contre « les actions ou omissions de l'autorité publique ou des personnes physiques ou morales non étatiques qui violent ou peuvent violer leurs droits constitutionnels, et d'exiger la reconnaissance de nouveaux droits », donc les grèves et les blocages pour exiger des droits légitimes, doivent être entendus par le gouvernement central. Nous rejetons l'état d'urgence décrété par le gouvernement, au motif qu'il est disproportionné et viole les droits fondamentaux de l'homme, établis à l'ONU et dans le Système Interaméricain des Droits de l'Homme, tels que la liberté d'association, de mouvement et de réunion.

### **SOULÈVEMENT LÉGITIME**

Ce soulèvement est légitime, selon les règles constitutionnelles elles-mêmes et l'état d'urgence restreint le dialogue et impose une répression disproportionnée qui aggrave la violence. Il ne s'agit pas d'un « choc interne grave », mais d'une protestation demandant l'abrogation d'un train de mesures d'austérité mises en œuvre par le gouvernement. La pratique de l'état d'urgence par les derniers gouvernements équatoriens a servi à dissimuler les intentions répressives du gouvernement face à la protestation sociale et au silence d'une grande partie de la population. Cette pratique gouvernementale doit être bannie au nom de la démocratie et des droits fondamentaux dans nos pays. En conséquence, au nom des principes universels des droits de l'homme, nous demandons au gouvernement du Président Lenin Moreno de cesser immédiatement la répression appliquée dans le contexte de la déclaration inconstitutionnelle de l'état d'urgence, la libération immédiate de toutes et tous les détenus et la suspension de la mise en œuvre de ces mesures, afin, dans un environnement favorable, d'ouvrir un espace de dialogue avec tous les secteurs sociaux concernés.

# ROJAVA :

## La Turquie passe à l'attaque !

**Depuis une semaine, pas un jour ne passe sans que Erdogan ne lance un ultimatum aux USA en annonçant le déclenchement d'une opération militaire contre l'Administration Autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES, Rojava). Déclenchement qui a débuté depuis.**

Ces menaces ont pris un tour plus inquiétant dans la nuit du dimanche 06 octobre au lundi 07, avec l'annonce par les USA du retrait de leurs troupes de la zone prévue par la Turquie pour lancer ses opérations, autour de la ville de Girê Spî (Tel Abyad). Les USA ont aussi annoncé qu'ils n'interviendraient pas dans le conflit qui viendrait à se produire, ce qui revient à valider les plans d'invasion de la Turquie. Non pas que nous soutenions l'intervention des états impérialistes dans les guerres au Moyen Orient, mais soyons réalistes : face à la deuxième armée de l'OTAN, le courage des Forces Démocratiques Syriennes ne suffit pas. La tragédie de la région d'Afrin nous l'a déjà montré.



Nous ne pouvons rester sans réagir face à la menace qui pèse sur le projet de société démocratique, multiethnique et multiculturel, dont l'émancipation des femmes est un pilier, qui est en cours d'implémentation depuis 2013 dans les zones sous contrôle de l'AANES, alors que le reste du pays a été ravagé par la dictature du régime Assad aussi bien que par les divers groupes islamistes radicaux ayant anéanti l'opposition

démocratique syrienne. Mis à mal en Turquie lors des dernières élections municipales, Erdogan et l'AKP veulent éradiquer le projet d'autonomie au nord de la Syrie, qui leur est insupportable à eux qui ne reconnaissent pas les droits fondamentaux du peuple kurde ni des autres minorités en Turquie, et dont les valeurs conservatrices et anti-démocratiques sont à l'opposé de celles portées par l'AANES au Rojava.

### SOLIDARITE NECESSAIRE

Erdogan a déjà annoncé ses plans de nettoyage ethnique pour les zones que l'armée turque envahirait. Il compte y reloger les réfugiés syriens de Turquie afin de redorer son blason auprès de sa population, qui demande le départ de ceux-ci. Pour les habitant.e.s kurdes, arabes, arménien.ne.s, assyrien.ne.s, chaldéen.ne.s, turkmènes et autres des zones sous contrôle de l'AANES, une invasion turque sera synonyme d'un massacre. Nous l'avons vu à Afrin, où les groupes pro-turcs ont organisé le pillage de la région, où les kidnappings crapuleux, les viols et les meurtres sont quotidiens.

Nous ne pouvons rester immobiles face à ces menaces. L'Union Syndicale Solidaires appelle donc chacun.e à participer aux rassemblements qui seront organisés partout en France pour élever nos voix contre l'invasion du Rojava par la Turquie. Nous demandons au gouvernement français d'intervenir diplomatiquement et de tout mettre en œuvre pour éviter le massacre qui s'annonce. Notamment, nous demandons à ce que soit mis un terme à tous les contrats avec la Turquie pour faire pression sur son gouvernement.

# ITALIE :

## Libération de Vincenzo Vecchi !

**Le Jeudi 8 Août 2019, Vincenzo qui vit à Rochefort-en-Terre dans le Morbihan depuis 8 ans, bien intégré à la vie locale, est arrêté par la police.**

Son arrestation a lieu sous mandat d'arrêt européen. Il est emmené au centre de détention de Vezin-le-Coquet, près de Rennes, pour une procédure de renvoi vers l'Italie. Vincenzo avait participé en 2001 à la manifestation de Gênes contre le G8, et en 2006 à une contre-manifestation antifasciste non autorisée à Milan. Rappelons aussi que selon la loi Scelba, la manifestation de Milan dite « officielle », organisée ce jour-là par le parti d'extrême droite « Fiamma tricolore », aurait dû être interdite pour apologie du fascisme.



De nombreux manifestants ont été arrêtés à Gênes (plus de 600 arrestations) et dix personnes ont été condamnées pour l'exemple à des peines lourdes, de 8 à 15 ans ! Ces condamnations ont été prononcées sous le chef d'inculpation de « dévastation et

pillage », une subtilité du code pénal italien, le code Rocco, introduit par le régime fasciste en 1930 et réveillé lors du procès de Milan pour justifier les répressions abusives. Le code Rocco permet dans les faits, au nom de la notion de « concours moral » aux événements, de sanctionner par des peines de prison très lourdes la simple présence ou la participation à des manifestations, sans avoir à prouver une quelconque culpabilité. Ainsi, « les dix de Gênes », dont Vincenzo, ont été condamnés à des peines aberrantes : pour Vincenzo Vecchi, une peine de 12 ans et 6 mois. Il a donc décidé de se soustraire à cette peine disproportionnée autant qu'injuste en se réfugiant en France.

Nous tenons à rappeler qu'à la manifestation de Gênes, la répression policière fut condamnée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) : certains auteurs de violences policières contre les manifestants n'ont pas été poursuivis, et ceux qui ont été poursuivis n'ont à ce jour effectué aucune peine. Cette répression policière avait pourtant entraîné des traitements inhumains et dégradants sur les manifestants en marge du sommet. Selon la CEDH ces traitements sont assimilables à des « actes de torture ». Ce qui, bien évidemment, questionne sur la légitimité du jugement, et jette le plus grand discrédit sur les peines de prison infligées aux manifestants.

# EGYPTE :

## Soutien au mouvement populaire !

**Vendredi 20 septembre au soir, des centaines de manifestants et manifestantes ont envahi la place Tahrir du Caire, lieu symbolique d'où sont parties les manifestations ayant causé la chute de Moubarak, puis celle de Morsi.**

Des manifestations se sont aussi tenues dans de nombreuses villes du pays : Alexandrie, Suez, Méhalla, etc. Avant de se faire féroce réprimer par la police, les manifestants et manifestantes ont pu crier leur colère contre le régime du maréchal Sissi, accusé de corruption et d'avoir plongé le pays dans une grave crise économique. La révélation des colossales dépenses pour la construction et la décoration de somptueux palais présidentiels fut l'élément déclencheur de cette révolte.

### **RAS LE BOL DE L'AUSTÉRITÉ**

Le peuple égyptien n'en peut plus de l'austérité, de la précarité et de la pauvreté imposées par le régime en place ! D'où ces manifestations qui, contrairement à de précédents mouvements, n'ont pas concerné que la place Tahir et Le Caire mais tout le pays.

La prise de pouvoir par l'armée, en 2013, avait donné le coup d'envoi d'une répression envers les opposantes et opposants politiques de tout bord, et notamment les activistes progressistes, les journalistes et les partisans de l'ancien président Morsi. Les témoignages de torture dans les geôles égyptiennes et les condamnations arbitraires ne se comptent plus. C'est la première fois depuis de nombreuses années que le peuple égyptien ose, malgré l'ampleur de la répression,

reprendre massivement la rue pour affirmer sa colère.



Les organisations membres du **Réseau syndical international de solidarité et de luttes** :

- Dénoncent les arrestations, les « disparitions forcées », les tortures, l'occupation militaire et policière de la Place Tahir et des rues du Caire.
- Soutiennent le mouvement populaire et seront attentives à ce qui se passera vendredi prochain, date annoncée pour de nouvelles manifestations. En cas de répression, nous ferons connaître la situation auprès des travailleurs et travailleuses de nos différents pays, et nous alerterons les organisations de défense des Droits humains.
- S'engagent à soutenir les collectifs syndicaux indépendants, comme certaines de nos organisations l'avaient fait avant la chute de Moubarak.

# Solidarité **KANAKY**



## **En solidarité avec le peuple kanak, nos organisations dénoncent les obstacles au processus de décolonisation**

Le jeudi 10 octobre 2019 se réuniront à Paris les signataires des accords de Matignon et de Nouméa pour discuter des suites du processus de décolonisation de la Nouvelle-Calédonie, entamé en 1988. La date de la seconde consultation sur l'indépendance et la question des listes électorales seront à l'ordre du jour et des débats importants s'annoncent, à l'heure où les acquis et les revendications du mouvement indépendantiste ne cessent de rencontrer des obstacles.

Le processus de décolonisation a connu une étape cruciale avec la première consultation du 4 novembre 2018 qui a confirmé la très forte adhésion du peuple kanak à l'indépendance et prouvé qu'un vote majoritaire pour la pleine souveraineté faisait toujours partie des possibles, dans un futur proche. Deux autres consultations sont prévues par les accords de Nouméa, en 2020 et 2022, mais alors que celles-ci sont censées se dérouler dans des modalités identiques à la précédente, l'État et les partis non-indépendantistes profitent de ce laps de temps pour renforcer leur position au détriment du peuple kanak. Les organisations françaises signataires, solidaires de l'indépendance kanak, dénoncent les stratégies mises en œuvre, en particulier :

- La volonté d'avancer la date de la seconde consultation, prévue normalement fin 2020 : l'État anticipe d'ores et déjà le calendrier de la 3e consultation (prévue en 2022) et un possible télescopage avec la campagne et l'élection présidentielles françaises, et utilise ce prétexte pour demander un changement de calendrier. Ce changement serait défavorable au camp indépendantiste puisqu'il laisserait moins de temps à une évolution des votes, et tendrait donc à reproduire le résultat de novembre 2018 à l'avantage des non-indépendantistes.

- Les demandes d'une nouvelle modification de la liste électorale spéciale : En 2018 un accord exceptionnel avait été conclu entre indépendantistes, non-indépendantistes et l'État visant à inscrire automatiquement les Kanak de statut coutumier sur la liste (25 000 personnes qui n'étaient jusque là inscrites sur aucune liste électorale) et en contrepartie à l'ouvrir aux natifs justifiant de 3 ans de résidence continue à la date du vote. Il avait été convenu lors du comité des signataires et à l'unanimité du Congrès de Nouvelle-Calédonie que cet accord ne s'appliquerait que pour la consultation de 2018, or les groupes politiques non-indépendantistes demandent aujourd'hui à ce que cette mesure

s'applique également aux votes de 2020 et 2022, ce qui reviendrait à élargir une fois de plus le corps électoral référendaire et ainsi à diminuer la proportion de Kanak sur la liste, l'objectif étant de modifier le rapport de forces en leur défaveur. Cette demande, qui sera probablement portée lors du comité des signataires, ne doit pas recevoir le soutien de l'État, qui irait alors à l'encontre des accords qu'il a pourtant signés.



· Le blocage du transfert de compétences prévu par l'article 27 de la loi organique de 1999 (audiovisuel, enseignement supérieur, contrôle de légalité des collectivités locales) : Ces compétences, qui devraient déjà être exercées par la Nouvelle-Calédonie, restent encore aux mains de l'État français, par une entente entre celui-ci et les partisans de la Calédonie française.

## **ENGAGEMENTS CLAIRS EXIGES**

Dans le même temps, les revendications des indépendantistes relatives aux dysfonctionnements constatés lors de la première consultation rencontrent des obstacles. Il est urgent que ces irrégularités soient résolues avant le prochain vote. Nos organisations rappellent que cela relève de la compétence de l'État français tant que celui-ci conserve sa tutelle sur la Nouvelle-Calédonie.

Nos organisations demandent donc qu'il prenne des engagements clairs en ce sens et accède aux demandes des groupes indépendantistes :

· Un audit des listes électorales doit être mis en place pour s'assurer que toutes les personnes qui y sont inscrites ont vocation à l'être. Il reste en outre 2865 Kanak qui n'ont pas été inscrits automatiquement sur la liste électorale faute d'avoir une adresse connue de l'administration. Les officiers coutumiers, qui ont le statut de fonctionnaires territoriaux, doivent être chargés par l'État d'identifier les personnes non-inscrites.

· Des moyens suffisants doivent être prévus lors du prochain scrutin pour pouvoir inscrire sur la liste le jour même du vote les personnes remplissant les critères. Cette disposition était prévue en 2018 mais le centre d'appel d'urgence n'a pas été doté des moyens nécessaires et a été saturé par le nombre important de demandes.

· Les demandes de procuration faites en France doivent être facilitées et encouragées. En 2018 l'État a manqué à ses obligations à ce sujet : beaucoup de commissariats de police ou gendarmeries n'ont pas été informés de l'existence d'un vote en Nouvelle Calédonie et ont renvoyé de nombreux demandeurs qui se présentaient pour établir leur procuration.

Le processus de décolonisation est à l'œuvre depuis 1988, il a été confirmé en 1998 par les accords de Nouméa, signés par toutes les parties en présence et inscrit par une loi organique dans la Constitution française. Il ne peut donc pas être remis en cause et il n'est pas acceptable que le mouvement indépendantiste soit forcé à chaque comité des signataires et à chaque scrutin de s'engager dans un bras de fer pour défendre les acquis de sa lutte et l'application des accords.

**PREMIERS SIGNATAIRES** : Collectif Solidarité Kanaky Association Information et Soutien aux Droits du Peuple Kanak (AISDPK) Association Survie Union Syndicale Solidaires, Réseau syndical international de solidarités et de luttes FASTI (Fédération des Association de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s) Ensemble ! Nouveau parti anticapitaliste (NPA)

# SÉNÉGAL :

## «Petit Train de la Banlieue» de Dakar



**Le « Petit train de la banlieue » traverse une crise grave, dont la responsabilité incombe aux autorités publiques.**

Cette situation met en danger le personnel et les proches de ceux-ci. En effet, les salaires n'ont pas été payés.

Les travailleurs et les travailleuses, la population plus globalement, n'ont pas à subir les conséquences de choix politiques qui leur ont été imposés. Les travaux liés à la mise en place du Train express régional, opérationnel depuis le début de cette année, coûtent des sous, et ils ont occasionné une perte de recettes pour le PTB, due aux désagréments pour les usagers. Mais ça ne justifie pas de ne pas payer les salaires !

Depuis le 9 septembre, le personnel du PTB victime de ce vol bloque les voies. Le trafic

ferroviaire est paralysé. Le gouvernement sénégalais fait la sourde oreille.

Comme nous l'avons fait il y a quelques mois lors du long mouvement qui a touché les chemins de fer maliens pour les mêmes raisons (salaires non payés), les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte, et du Réseau Rail Sans Frontière affirment leur solidarité avec les travailleurs et travailleuses en lutte, font connaître cette dernière dans leur pays respectifs et sont prêtes à répondre aux demandes des camarades du Syndicat national des travailleurs du petit train de banlieue (SYNATPTB)

# AU BRÉSIL

## des résistances sociales



**En août 2019, un militant de la Commission internationale de Solidaires s'est rendu au Brésil à l'invitation de la CSP Conlutas. Voyage au cœur d'une réalité sociale marquée par la violence de la misère sociale et la dignité de ceux et celles qui y vivent et y militent. Témoignage.**

Aux meetings publics où je dois intervenir sur le thème des résistances sociales en France, se mêlent différentes rencontres militantes. Le programme s'annonce chargé et plein.

Au local de la CSP de Rio, la petite salle de meeting est pleine. Environ 80 personnes sont présentes. Un débat avec la salle s'ensuit. Les questions portent, avant tout, comme ce sera le cas de tous mes meetings, sur le mouvement des Gilets jaunes qui a été très médiatisé au Brésil. Mouvement qui, en de nombreux points, rappelle aux camarades brésilien-ne-s une mobilisation similaire en 2013. «*Quelle forme a pris le mouvement ?*», «*Quelle fut la place des femmes dans la lutte ?*», «*Les populations*

*issues de l'immigration s'y sont-elles impliquées ?* ». D'autres questions portent sur le danger de l'extrême droite et du spectre Marine Le Pen. D'autres, enfin, sur des préoccupations plus proprement syndicales : Nos campagnes et axes revendicatifs prioritaires en lien avec des problématiques communes au Brésil (casse des services publics, réforme à venir du système de retraites).

A la sortie du meeting, une enseignante de la CSP, me propose : «*Demain, et ce pendant trois jours, nous faisons une tournée des établissements scolaires des favelas. On y va pour mobiliser les collègues pour la grève du 13 août contre la privatisation de l'éducation publique. RDV*

*demain matin à 7h. Un taxi t'amènera à La Maréa.».*

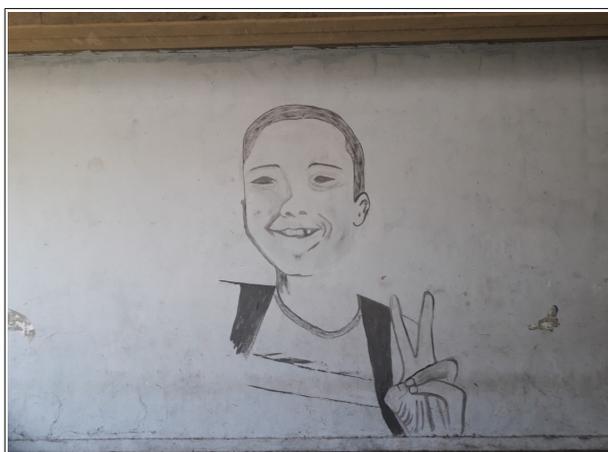
La Maréa, une des plus grandes et plus pauvres favelas de Rio. C'est de cette favela dont est issue Marielle Francisco da Silva, députée, assassinée le 14 mars 2018, du fait de son engagement en faveur des plus défavorisées et la cause LGBT.

Devant sa crèche Samantha nous attend. La quarantaine, elle est une des portes-paroles de la CSP Éducation. Présentation aux travailleuses de la crèche, nounous, femmes de ménage, cuisinières. Un sentiment fort me prend aux tripes à l'évocation de leurs conditions de travail. De leurs réalités quotidiennes, la plupart d'entre elles étant des habitantes de La Maréa. A la sortie de la crèche, l'image du mur criblé de balles de la maison qui la jouxte m'inspire une âme à la Capa. Prendre l'image au moment M. Une image qui résume et symbolise. La crèche, espace de paix et de protection pour les bébés, est pleine de couleurs vives et de dessins qui rappellent l'innocence de la petite enfance. Le mur d'à côté, juste à côté, quant à lui, rappelle la réalité.

## **VIOLENCES DES FAVELAS**

La réalité vraie. Un monde de violence. Violence de la rue. Violence policière. 15 jours avant ma visite, la Police militaire avait procédé à une «opération». Et c'est depuis un hélicoptère, à la mitrailleuse, qu'elle avait fait le «ménage». Bilan : des dizaines de morts, et parmi eux nombre d'habitant-e-s et enfants. On tape dans le tas, il y aura bien du narco au milieu des victimes. Hypocrisie du pouvoir en place. Bolsonaro avait promis de nettoyer du crime les favelas (appelées pudiquement «communautés»). Le Sénateur-Maire évangéliste de Rio, Marcelo Crivella, grand ami du Président, ordonne régulièrement des «opérations» spectaculaires et largement médiatisées. Alors qu'il est de notoriété publique que le même Crivella est lié à certains Cartels.

Et dans le cas de l' «opération Maréa», des «mauvaises langues» sous-entendent que si le «nettoyage» a été fait, c'était avant tout pour «libérer» le quartier et permettre au Cartel de la favela voisine de prendre le contrôle de la Maréa. Malgré les morts, les innocents laissés sur le carreau, l' «opération» a échoué. Les impacts de balles sur les murs, à côté de la crèche, demeurent. D'autres murs portent les stigmates de cette violence aveugle. Sur la façade d'un collège, une fresque du visage d'un jeune de 13 ans, Markus Vinucius, assassiné, en 2016, par la Police... dans l'enceinte de son établissement.



Avec Samantha, Marcia, et Joao, pendant trois jours, nous multiplions les visites. Écoles primaires, collèges, lycées. Nous ferons pas moins d'une vingtaine d'établissements. Dans chaque lieu, le même scénario. Samantha me présente dans les salles des profs aux enseignant-e-s. Échange sur ma réalité de syndicaliste en France. Et, surtout, échange autour de leurs réalités à eux et à elles. Et partout le même constat. Des acteurs et actrices, jeunes pour la plupart, qui tâchent au mieux d'exercer leurs métiers. Classes surchargées (40 à 46 élèves), vétusté des locaux, salaires bas, précarité extrême avec pas moins de 40% des enseignant-e-s en CDD. Et surtout, difficulté à assumer une vocation, une passion d'éducateur et d'éducatrice, alors que la voie est quasiment toute tracée.

Marcia, prof d'Histoire en Lycée, me le dira : *«Un des paradoxes du Brésil, c'est que*

*l'ascension sociale a été possible pendant les années 80 au moment de la dictature militaire. Les enfants des favelas avaient accès à l'Université publique après le lycée, car celle-ci était gratuite. Aujourd'hui, la fac n'est accessible qu'aux jeunes issus de la bourgeoisie ou des classes moyennes. Les frais d'inscription sont prohibitifs, et les lycéennes et lycéens des favelas savent qu'ils et elles ne pourront jamais s'y inscrire. Dès lors, pour beaucoup de mes élèves garçons : deux alternatives possibles. L'armée brésilienne, un des grands pourvoyeurs d'emplois du pays. Ou le groupe de narcos du quartier.»*

Cette réalité de violence et de la main-mise des narcos-trafiquants sur les favelas est, parfois, pernicieuse. Si les habitant-e-s sont pris entre les feux des Cartels et de la Police, les narcos savent jouer la partition de la pacification sociale. Comme la Mafia en Sicile, ils s'attachent la fidélité directe ou indirecte des familles. Dans les favelas pas d'insécurité. La «police» est gérée par ses hommes. Quand une femme est battue à mort par son toxico de mari. C'est pas la Police que l'on appelle en urgence, c'est le Cartel. Et c'est lui qui «calme» le mari violent. Quand une famille perd un membre, c'est un *sicario*<sup>1</sup> du Cartel qui débarque,

une liasse de billets dans la main, pour payer des funérailles dignes au défunt.

## **PAYSANS SANS TERRES**

Départ de Rio, direction Sao Paulo. Le poumon économique du Brésil : c'est Manhattan en plus grand. Mégapole de 11 millions d'âmes, depuis le toit du plus haut gratte ciel de la ville, construit sur le modèle de l'*Empire State building* de New York, la vue est imprenable avec des immeubles à perte de vue. A Rio, les favelas se nichent au milieu des quartiers d'affaires. A Sao Paulo, les pauvres, les gueux, sont rejetés en périphérie de la ville. Meetings publics (local de la CSP Sao Paulo, de San José de los Campos, Université de Sao Paulo) se succèdent. Un aller-retour express en avion dans le nord du pays et l'État de Paraíba. Et partout le même intérêt sur le modèle syndical alternatif de l'US Solidaires, dans lequel se retrouvent les militant-e-s et sympathisant-e-s de la CSP, ici, au Brésil. Et partout aussi, la même curiosité, comme cela avait été le cas à Rio, pour l'originalité du mouvement des Gilets Jaunes. Le temps fort de mon séjour dans la région de Sao Paulo aura, néanmoins, pris une forme paradoxalement plus rurale qu'urbaine.



1 *Homme de main, chargé des basses besognes du Cartel.*

Nous prenons l'autoroute, la nationale et nous plongeons dans les entrailles de l'État de Sao Paulo. 3H de route, et des hectares de champs de canne à sucre, maïs et soja, à perte de vue. Nous arrivons dans la ville de Campinas. L'avocat des paysans sans terres de la région nous y rejoint. Nous prenons des chemins de campagne. Puis des pistes. Puis au bout d'une piste : un village. Des maisons en dur. La terre qui se déroule sous nos pieds est d'un rouge vif qui tranche avec le vert ardent des bananiers et autres arbres. Les paysans sans terre du camp nous attendent. Le responsable, Jérémhia, la soixantaine, cheveux blancs, et le teint rougi par le soleil nous raconte l'histoire.

Leur Histoire : *«Dans ce camp, nous sommes une centaine de familles. Nous squattons ces terres depuis trois ans. Le propriétaire latifundiaire du coin, qui est dans la canne à sucre et le maïs, ne faisait rien de ces hectares. Nous, on sait quoi en faire. On les exploite pour manger. Cela fait deux ans que nous attendons un jugement de la Cours de justice de Sao Paulo pour statuer sur notre sort. On est expulsable à tout moment. Et si c'était le cas, on fera, comme on le fait depuis des dizaines d'années, on se réunira avec d'autres familles et on ira chercher d'autres terres à exploiter».*

La plupart des paysan-ne-s sont blancs. Descendant-e-s d'immigré-e-s italien-ne-s du début du XXème siècle, leurs aïeux avaient fui la misère et leurs Sicile et Pouilles natales, pour l'El Dorado brésilien qui s'offrait à eux. Recrutés comme journaliers dans les champs de cafetiers, les *ritals* avaient ensuite essaimé à leur compte la région. Jérémhia poursuit son récit : *«Ici, dès le début, on a fait le choix de la collectivisation. Les huertas ne sont pas parcellisées. On sème sans engrais. On récolte ensemble et on répartit le produit de notre travail en fonction des besoins de chacun. Telle famille a tant d'enfants : telle quantité de salades, radis, navets, choux fleurs, tomates... Les décisions se prennent en assemblée générale. Nos porte-paroles ne sont que des porte-paroles pour discuter avec les Autorités. Pas des chefs. Pas des leaders. Ils et elles ont un mandat à respecter et sont révocables à tout moment.*

*Il y a un an cela avait, d'ailleurs été le cas : notre ancien porte-parole, accusé de détourner de l'argent à son compte, a été démandaté puis expulsé de notre communauté». Vraie leçon de vie, que nous donnent ces paysan-ne-s. Solidarité, combativité. Comme je le dirai à Samuel, le porte-parole d'un autre camp, Itirapina, visité en fin de journée : «La dignité, c'est vous, par votre lutte, que vous l'avez conquise. Les êtres humains c'est vous. Pas ce système, pas un Bolsonaro, pas les riches qui vous méprisent. Eux sont inhumains». Émotion.*

## RÉSISTANCE OUVRIÈRE

La CSP est une centrale syndicale et populaire, comme elle l'indique dans ses statuts et sur ses drapeaux. Le fait d'intégrer, dans sa conception syndicale, les luttes sociales (peuples indigènes, résistances paysannes, féministes, LGBT, écologie) en fait une organisation complète, telle qu'un Émile Pouget ou un Fernand Pelloutier le faisaient quand ils parlaient de «syndicalisme global» et qu'ils théorisaient les bases du syndicalisme révolutionnaire.<sup>2</sup>



<sup>2</sup> Le syndicalisme révolutionnaire est à rattacher à l'histoire du mouvement ouvrier français et notamment aux principes qui ont guidé la construction de la CGT en 1885.

## CONGRES ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

La CSP est aussi, et surtout, une organisation de classe qui a pour vocation de faire vivre au Brésil un syndicalisme alternatif et différent. Elle rompt, en cela, totalement avec le modèle bureaucratique de la centrale majoritaire la CUT (Centrale Unitaire des Travailleurs), par un souci constant de formation de "cadres" militante-s pouvant remplir les tâches de coordination et d'animation de la vie interne.

La CSP rompt, aussi, en termes stratégiques, avec le modèle dominant d'un syndicalisme intégré au système. La CUT, comme d'autres centrales brésiliennes, a toujours (et ce, d'autant plus, durant les années Lula) été liée au Parti des Travailleurs (PT). Caricature de courroie de transmission des directives du PT, la CUT a toujours été aux ordres. La CSP, elle, propose dans le panorama syndical brésilien une option d'indépendance et de rupture avec tous les gouvernements (y compris de "gauche").

Cette radicalité dans la lutte des classes et la mise en pratique de son fonctionnement autogestionnaire, il m'a été donné de les vivre à San José de Campos à 70 kilomètres de Sao Paulo. Herbert m'amène à une assemblée générale sur le site de production de General Motors (8000 salarié-es). La CSP y est le syndicat unique et affilié près de ... 95% des ouvrier-e-s.

Devant les portes de l'usine, 300 personnes font face à l'énorme camion-sonde de la CSP. Le délégué syndical de General Motors commence un discours endiablé : dénonciation des conditions de travail, appel à se mobiliser contre la Réforme des retraites en cours de finalisation, rappel de l'imminence du Congrès de la CSP. Je prends le micro pour informer qu'en France, aussi, les salarié-e-s du secteur automobile luttent (Grève de Peugeot Aulnay en 2013, Ford Blanquefort).

Le lendemain, nous nous rendons au local de la CSP de San José. Une visite au studio TV de la CSP finit de m'impressionner. Interview sur la situation en France et présentation de Solidaires en mode journal TV. La CSP se donne les moyens de la crédibilité et de la visibilité. Mon interview terminée, nous allons à l'Assemblée générale du syndicat de la Métallurgie de la CSP. Salle bondée, 400 personnes s'entassent dans la salle principale du local.

A la tribune sont présentées les différentes motions soumises au vote pour le Congrès de la CSP qui aura lieu en octobre 2019 : Situation nationale, stratégie syndicale contre Bolsonaro, bilan financier, situation internationale et dynamisation du Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés (RSISL) que la CSP co-anime avec Solidaires et la CGT espagnole.

Notre lien avec nos camarades de la CSP Conlutas, vient d'être renforcé, en ce mois d'octobre 2019. Une délégation de Solidaires s'est rendue au Congrès de ce syndicat. Nous reviendrons sur le déroulé et le contenu de ce congrès lors de notre prochain bulletin *Solidaires international*.

